Nigeria : Boko Haram franchit une étape - Ce mouvement sectaire a prêté allégeance à l'organisation « État islamique »

jeudi 19 mars 2015, par [RYON \(du\) Bertold](#)

On l'a dit hier pour le réseau Al-Qaïda, on peut le dire aujourd'hui pour l'organisation « État islamique » (EI ou Da'ïch/Daech selon son acronyme arabe) : ces structures fonctionnent, au plan international, comme autant de « franchises »...

Les contractants sont autorisés à utiliser le nom de la « marque », à condition, non pas de payer une contribution financière, mais de consacrer la suprématie politico-idéologique du noyau central de l'organisation. Boko Haram, le mouvement sectaire djihadiste créée en 2002 dans le nord-est du Nigeria (plus précisément à Maiduguri), a prêté allégeance samedi 7 mars à l'organisation « État islamique » qui occupe des territoires en Syrie et en Irak depuis juin 2014. Cette allégeance faite au « calife » autoproclamé Abou Bakr al-Baghdadi est censée donner une dimension plus spectaculaire encore aux actions de Boko Haram. Cependant, il ne fait aucun doute que le lien entre la secte nigériane et le noyau de Daech, qui se trouve au Moyen-Orient, n'est pour l'instant que d'ordre symbolique et virtuel.

Une secte radicale

Ainsi Boko Haram veut internationaliser le conflit qui l'oppose aux structures de l'État fédéral nigérian, un État oligarchique et extrêmement corrompu dont les ripostes - frappant souvent plus les civils que l'ennemi djihadiste - ont d'ailleurs contribué à la croissance initiale du mouvement. Boko Haram a beau être un mouvement ultra-violent, il ne se résume pas entièrement à cette dimension-là.

La secte possède une certaine base sociale, qui se fonde d'abord sur le rejet du régime nigérian, qui prive ce peuple de 177 millions de personnes de la quasi-totalité des fruits de la rente pétrolière. Son nom, souvent traduit du Haussa comme « l'éducation occidentale est interdite », signifie plutôt dans une traduction plus nuancée « la ruse des élites éduquées est contraire à la religion ».

Si la secte a une certaine base sociale, c'est aussi parce qu'elle a redistribué des terres situées aux frontières du Nigeria et du Cameroun à des paysans pauvres... même si cette « réforme agraire » sauce djihadiste a pu être réalisée surtout grâce au fait que des paysans animistes et chrétiens avaient auparavant été chassés !

L'assaut de l'armée nigériane en 2009, au cours duquel le fondateur de la secte Mohamed Yusuf avait été abattu (et peut-être plus ou moins froidement exécuté), a eu pour résultat de radicaliser la secte plutôt que de l'endiguer. Aujourd'hui, sa violence n'a quasiment plus de limite : du 6 au 8 janvier 2015, Boko Haram a fait 2 000 morts en seulement trois jours, détruisant seize villages qu'il considérait comme ennemis.

La France aux aguets

Depuis le début de l'année, la secte a internationalisé toujours plus le conflit, en portant la guerre notamment au Niger depuis début février. Les combats dans la zone frontalière avec le Cameroun sont déjà plus anciens, et Boko Haram avait transformé depuis trois ans l'extrême nord de ce pays en une base de repli. Le régime camerounais avait d'ailleurs plutôt laissé faire, utilisant l'argument de la nécessaire lutte contre le terrorisme comme une rente de situation pour solliciter un soutien international et adopter (le 4 décembre 2014) une « loi antiterroriste » à visée générale ultra-répressive.

Or, depuis quelques semaines, et sous la pression de l'expansionnisme de Boko Haram surtout vers le Niger, les choses ont changé, et il y a une coordination des gouvernements de la région pour lutter plus efficacement contre la secte. Aujourd'hui, c'est surtout le régime tchadien, grande puissance militaire de la région sous protection de la France (que la dictature tchadienne a bien épaulée au Mali en 2013-14), qui peut bénéficier de l'effet de légitimation : être le premier adversaire militaire de Boko Haram... Ce qui ne change rien au caractère sanguinaire du régime d'Idriss Déby.

La politique française elle-même pousse ses pions pour renforcer sa présence militaire dans la région, sans vouloir - pour le moment - combattre directement en première ligne contre Boko Haram. Actuellement, la France, dont le ministre Laurent Fabius a visité le Tchad, le Cameroun et le Niger les 21 et 22 février, encourage surtout les efforts militaires des régimes locaux et leur promet une aide logistique.

Bertold du Ryon

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 281 (18/03/2015). <http://www.npa2009.org/>